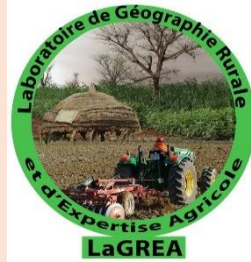




**UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI
(UAC)
ECOLE DOCTORALE PLURIDISCIPLINAIRE
ESPACES, CULTURES ET DEVELOPPEMENT**



**Laboratoire de Géographie Rurale et d'Expertise
Agricole (LaGREA)**

***Journal de Géographie Rurale Appliquée et Développement
(J_GRAD)***



ISSN : 1840-9962

N°002, décembre 2024

Volume 5

INDEXATIONS INTERNATIONALES

https://j_grad-sjifactor.com

<https://sjifactor.com/passport.php?id=23787>

IMPACT FACTOR DE J-GRAD: SJIF 2024: 5.072

Previous evaluation SJIF

SJIF Impact Factor

2023: 3.599

2022: 3.721

2021: 3.686

2020: 3.243

The journal is indexed in: SJIFactor.com

URL : <http://j-grad.org/accueil/>

DOI 10.5281/zenodo.11561806

J_GRAD visible sur :

- [Google scholar](#)
- [academia.edu](#)
- [issuu](#)
- [orcid](#)

COMITE DE PUBLICATION

- Directeur de Publication** : Professeur Moussa GIBIGAYE
Rédacteur en Chef : Professeur Bernard FANGNON
Conseiller Scientifique : Professeur Brice SINSIN

COMITE SCIENTIFIQUE

- | | |
|--|---|
| BOKO Michel (UAC, Bénin) | TCHAMIE Thiou Komlan, Université de Lomé (Togo) |
| SINSIN Brice (UAC, Bénin) | SAGNA Pascal, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal) |
| ZOUNGRANA T. Pierre, Université de Ouagadougou, (Burkina Faso) | OGOOWALE Euloge (UAC, Bénin) |
| AFOUDA Fulgence (UAC, Bénin) | HOUNDENOU Constant (UAC, Bénin) |
| AGBOSSOU Euloge (UAC, Bénin) | CLEDJO Placide (UAC, Bénin) |
| TENTE A. H. Brice (UAC, Bénin) | CAMBERLIN Pierre, Université de Dijon (France) |
| TOHOZIN Antoine Yves (UAC, Bénin) | OREKAN Vincent O. A. (UAC, Bénin) |
| KOFFIE-BIKPO Cécile Yolande (UFHB, Côte d'Ivoire) | ODOULAMI Léocadie (UAC, Bénin) |
| GUEDEGBE DOSSOU Odile (UAC, Bénin) | KAMAGATE Bamory, Université Abobo-Adjamé, UFR-SGE (Côte d'Ivoire) |
| OFOUEME-BERTON Yolande (UMN, Congo) | YOUSSAOU ABDOU KARIM Issiaka (UAC, Bénin) |
| CHOPLIN Armelle (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France) | HOUINATO Marcel, (UAC, Bénin) |
| SOKEMAWU Koudzo (UL, Togo) | BABATOUNDE Sévérin (UAC, Bénin) |
| VISSIN Expédit Wilfrid (UAC, Bénin) | |

COMITE DE LECTURE

TENTE A. H. Brice (UAC, Bénin), DOSSOU GUEDEGBE Odile (UAC, Bénin), TOHOZIN Antoine (UAC, Bénin), VISSIN Expédit Wilfrid (UAC, Bénin), VIGNINOUS Toussaint (UAC, Bénin), GIBIGAYE Moussa (UAC, Bénin), YABI Ibouaïma (UAC, Bénin), ABOUDOU, YACOUBOU MAMA Aboudou Ramanou (UP, Bénin), AROUNA Ousséni (UNSTIM, Bénin), FANGNON Bernard (UAC, Bénin), GNELE José (UP, Bénin), OREKAN Vincent (UAC, Bénin), TOKO IMOROU Ismaïla (UAC, Bénin), VISSOH Sylvain (UAC, Bénin), AKINDELE A. Akibou (UAC, Bénin), BALOUBI David (UAC, Bénin), KOMBIENI Hervé (UAC, Bénin), OLOUKOÏ Joseph (AFRIGIS, Nigéria), TAKPE Auguste (UAC, Bénin), ABDOULAYE Djafarou (UAC, Bénin), DJAUGA Mama (UAC, Bénin), NOBIME Georges (UAC, Bénin), OUASSA KOUARO Monique (UAC, Bénin), GBENOU Pascal (UAC, Bénin), TOGBE Codjo Timothée (UAC, Bénin), KADJEBIN Roméo (UAC, Bénin), GUEDENON D. Janvier (UAC, Bénin), SABI YO BONI Azizou (UAC, Bénin), DAKOU B. Sylvestre (UAC, Bénin), TONDRO MAMAN Abdou Madjidou (UAC, Bénin) ADJAKPA Tchékpo Théodore (UAC, Bénin)

ISSN : 1840-9962

Dépôt légal : N° 12388 du 25-08-2020, 3ème trimestre Bibliothèque Nationale Bénin

SOMMAIRE		
N°	TITRES	Pages
1	ATTA Kouacou Jean Marie, N'GUESSAN Kouassi Fulgence : <i>Impact de la pression anthropique sur la forêt classée de Besso (Adzope, Cote D'ivoire)</i>	4-18
2	ZAKARI Soufouyane, BALOUBI David Makodjami, GUERA ZAKARI Sabi, YABI Ibouaïma : <i>Perceptions des populations sur les services écosystémiques rendus par les espaces verts dans la ville de Savalou au Bénin</i>	19-31
3	VIDEHOUEYOU Loisehs, BALOUBI David, VISSOH Sylvain : <i>Marchés et développement local dans la commune de Bonou (Bénin, Afrique de l'ouest)</i>	32-42
4	KONAN Kouassi Joseph : <i>Impacts de la can 2023 sur le tourisme local à Korhogo</i>	43-62
5	ADJAKPA Tchékpo Théodore : <i>Effets socio-economiques et environnementaux de la construction de la zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ) dans les communes rurales de ze et de Tori-Bossito</i>	63-77
6	DIARRA Mamy, COULIBALY Lamine Boua, SIDIBE Agnoumba : <i>problematique d'accès aux toilettes publiques dans les postes de contrôle routier de la route nationale six (RN6) au Mali</i>	78-88
7	KOUAME Yao Alexis, KOFFI Guy Roger Yoboué, TOURE Adama : <i>Le paradoxe de l'essor de l'alimentation de rue et de son encadrement sanitaire à Daloa : entre ignorance et facteurs de risque</i>	89-105
8	GBAÏ Innocent, ZIME KOTO Rachidatou, ADJIRE Clément, MITCHOZOUNOU Renaud, ABDOULAY Djafarou : <i>Analyse prospective de la dynamique de l'occupation des terres dans la commune de N'dali (nord-est du Bénin)</i>	106-117
9	SEIDOU Coulibaly : <i>Caractérisation par télédétection de la pression anthropique et de la dynamique de l'occupation du sol en zone de contact forêt-savane de la sous-préfecture de Séguéla (nord-ouest de la Côte d'Ivoire)</i>	118-133
10	LAGOYE Gaston Sèssinou, ATCHADE Asai Akinni Gervais, VALEA Françoise et VISSINExpédit Willfrid : <i>Gouvernance locale des ressources en eau dans la commune d'Abomey-Calavi au sud Bénin</i>	134-146
11	DONFACK Olivier : <i>Inefficacité des projets de développement agricole au Cameroun : cas du programme de relance de la caféiculture dans le département de la Menoua</i>	147-164
12	BAWA Dangniso, KANKPENANDJA Laldja : <i>Analyse de la dynamique hydrologique du bassin d'orage du campus universitaire de Lomé (Togo)</i>	165-179

13	ACCALOGOUN Coffi Joël, BASSE Ousmane : <i>La promenade lagunaire dans la Commune de Porto-Novo : la face cachée du tourisme régénératif</i>	180-191
14	DIOMANDE Gondo : <i>Etude des contraintes de commerces des femmes rurales de gouessesso (ouest de la côte d'ivoire)</i>	192-207
15	DIARRASSOUBA Mamadou : <i>Prévention des risques sanitaires liés aux pesticides utilisés par les maraîchères dans l'agriculture périurbaine de la ville de Korhogo en Côte d'Ivoire</i>	208-219
16	KONE Basoma : <i>Contraintes liées à l'application du zonage agro-industriel dans bassin cotonnier ivoirien</i>	220-237
17	OROU SIKA Azaratou, MOUSSA Gibigaye et ABOUDOU Y.M.A. Ramanou : <i>Contraintes de la mise en œuvre des pratiques de gestion durable des terres agricoles dans la commune de sinende au Bénin</i>	238-251
18	YAO Manthobenoux Laurent Cromwell, BRISSY Olga Adeline et AYEMOU Pierre Anvo : <i>Vente des objets récupérés et vulnérabilités sanitaires des vendeurs de mamianou dans la ville de Bouaké (centre de la Côte d'Ivoire)</i>	252-265
19	MABA NGOULOUBI Prince Loïque : <i>Accès à l'eau et production maraîchère sur le plateau de Mbé en République du Congo</i>	266-279

INEFFICACITÉ DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE AU CAMEROUN : CAS DU PROGRAMME DE RELANCE DE LA CAFÉICULTURE DANS LE DEPARTEMENT DE LA MENOUA

INEFFECTIVENESS OF AGRICULTURAL DEVELOPMENT PROJECTS IN CAMEROON: THE CASE OF THE PROGRAMME TO REVIVE COFFEE GROWING IN THE MENOUA DEPARTMENT

DONFACK Olivier,

olivier_donfack@yahoo.fr ; Département de Géographie-Aménagement et Environnement de l'Université de
Dschang, +237 690 76 65 45

RÉSUMÉ

Les projets agricoles au Cameroun sont souvent confrontés à des difficultés majeures, entraînant des échecs malgré les investissements substantiels. Cela remet en question l'efficacité des politiques publiques et stratégies de développement. Le secteur de la caféiculture, pilier essentiel de l'économie camerounaise, en a particulièrement souffert. En dépit de son importance économique et sociale, les initiatives de relance ont échoué en raison de nombreux obstacles. Cette étude vise à analyser les déterminants de l'inefficacité des projets de relance de la caféiculture dans les Hautes Terres de l'Ouest (HTO). L'objectif est d'identifier les facteurs clés ayant contribué à ces résultats décevants pour informer et optimiser les futures initiatives dans ce secteur. La méthodologie combinait des approches qualitatives et quantitatives. Les données primaires ont été collectées via les questionnaires auprès des acteurs de la filière café, les entretiens avec des personnes ressources, les focus groups avec des acteurs clés. Les données secondaires proviennent d'une revue de littérature, analysée à l'aide d'une grille de lecture spécifique. Les analyses ont été réalisées en utilisant diverses méthodes et techniques en sciences sociales. Les résultats de notre étude révèlent que 18 ans après son lancement, le programme caféier accuse un retard de 73,3% par rapport à son objectif, avec une production stagnante en deçà de 40 000t, loin des 150 000t visés. De plus, l'émergence d'un nouveau paysage dominé par la caféiculture, tant sur le plan économique que social, s'avère inexistant. Cet échec peut être attribué à plusieurs facteurs, notamment des enjeux politico-économiques qui ont entravé le développement du secteur, ainsi que des obstacles socio-comportementaux qui ont limité l'engagement des agriculteurs dans les pratiques agricoles modernes. En effet, des politiques inadéquates et un manque de soutien institutionnel ont créé un environnement défavorable à la croissance de la caféiculture. De plus, la résistance au changement et le manque de formation parmi les agriculteurs ont également contribué à cette stagnation. Il est donc crucial d'analyser ces dimensions pour comprendre les raisons profondes de cet échec et envisager des solutions adaptées.

Mots clés : caféiculture, inefficacité, projets, développement agricole, Hautes terres de l'Ouest

ABSTRACT

Agricultural projects in Cameroon often face significant challenges, leading to failures despite substantial investments. This raises questions about the effectiveness of public policies and development strategies. The coffee sector, a vital pillar of the Cameroonian economy, has particularly suffered. Despite its economic and social importance, revitalization initiatives have failed due to numerous obstacles. This study aims to analyze the determinants of the inefficiency of coffee revitalization projects in the Western Highlands (HTO). The objective is to identify the key factors that have contributed to these disappointing results in order to inform and optimize future initiatives in this sector. The methodology combined qualitative and quantitative approaches. Primary data were collected through questionnaires from stakeholders in the coffee sector, interviews with resource persons, and focus groups with key actors. Secondary data were obtained from a literature review, analyzed using a specific analytical framework. The results of our study reveal that 18 years after its launch, the coffee program is lagging behind by 73.3% compared to its target, with production stagnating below 40,000 tons, far from the aimed 150,000 tons. Furthermore, the emergence of a new landscape dominated by coffee cultivation, both economically and socially, is nonexistent. This failure can be attributed to several factors, including political and economic issues that have hindered the development of the sector, as well as socio-behavioral obstacles that have limited farmers' engagement in modern agricultural practices. Indeed, inadequate policies and a lack of institutional support have created an unfavorable environment for the growth of coffee cultivation. Additionally, resistance to change and a lack of training among farmers have also contributed to this stagnation. It is therefore crucial to analyze these dimensions to understand the underlying reasons for this failure and consider suitable solutions.

Keywords: coffee cultivation, inefficiency, projects, agricultural development, Western Highlands

INTRODUCTION

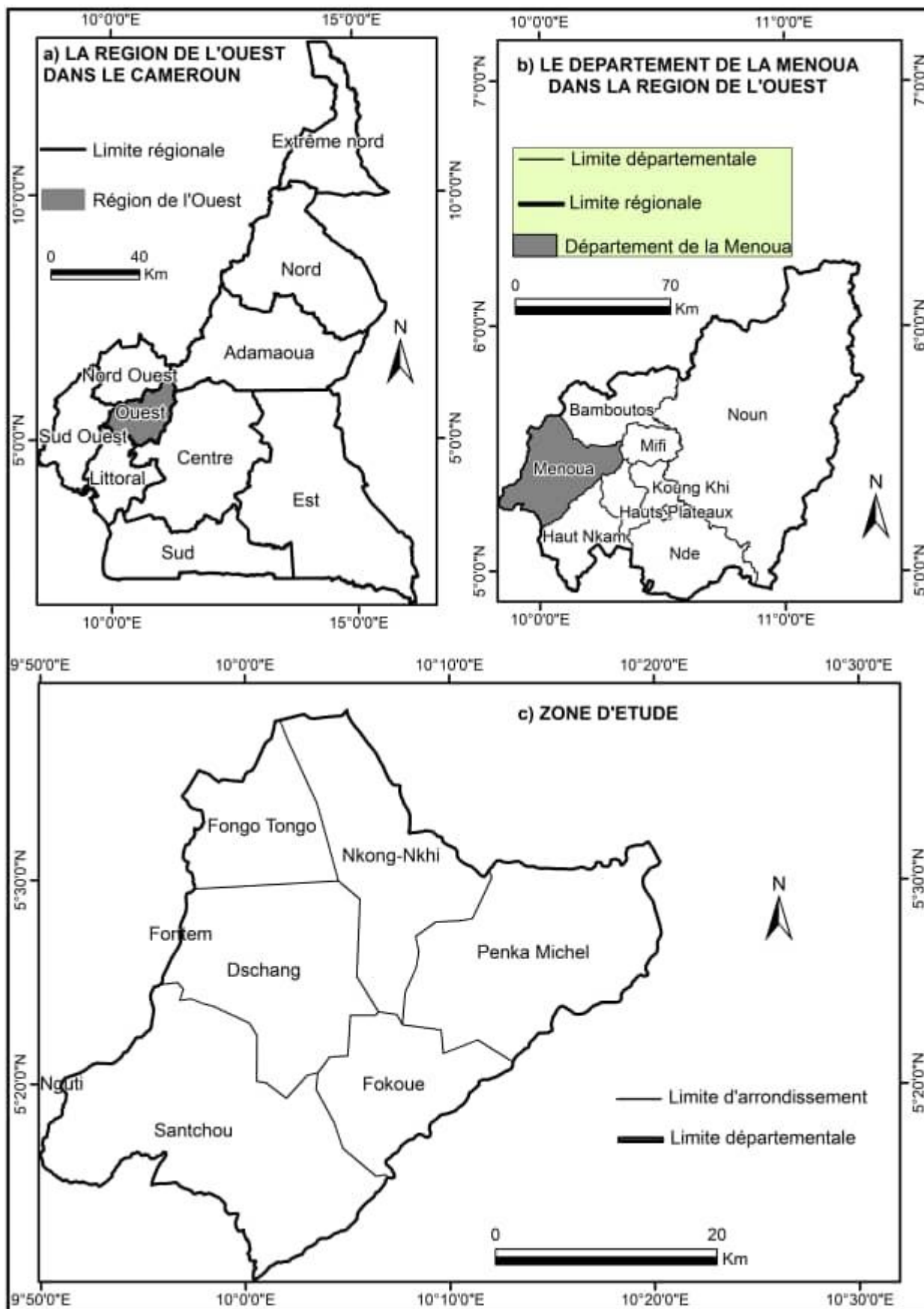
En dépit de la déprise caféière et de la crise des coopératives caféicoles depuis la fin des années 80, la culture du café occupe toujours une place de choix dans les politiques publiques camerounaises (Fongang 2012, p8). Elle est restée malgré tout la principale culture de rente dans certaines localités de l'Ouest du pays (Kueté, 2012, p7). C'est au regard de cette importance et partant de son rôle de régulateur et de coordonnateur que l'État continue d'accorder un intérêt à la mise en œuvre des politiques et stratégies de développement du secteur caféier. Ainsi, en 2005, le Document de Stratégie de Développement du Secteur Rural (DSDSR) a considéré le café comme un des produits à revitaliser afin de doper l'économie des régions productrices dont l'Ouest Cameroun. Pour se faire, plusieurs projets ont été mis sur pied : le Projet Semencier Cacao Café (PSCC), le Projet d'Appui à la Production et à la Diffusion du Matériel Végétal Cacao Café (PPDMVCC), le Projet d'Appui à l'Utilisation des Engrais dans les Filières Cacao Café (PAUE2C), le Projet d'Appui à la Lutte Antifongique dans les Filières Cacao Café (PALAF2C), etc. (Donfack 2016, p87). Ces projets ont été supportés par le Budget d'Investissement Public (BIP) à hauteur de 8 milliards de FCFA, le Fonds de Développement des Filières Cacao Café (FODECC) à hauteur de 10 milliards de FCFA et le reste (7milliards) devant être supporté par les partenaires internationaux sous des formes diverses. Il est question, à travers ces programmes, de redynamiser la campagne et de stabiliser les flux migratoires particulièrement déficitaire. Cependant, les expériences similaires visant à assurer le prolongement de l'économie rurale vers l'économie mondiale ont déjà été initiées au Cameroun sans succès: la tannerie de Ngaoundéré devant utiliser les peaux de bêtes de l'Adamaoua, la SEMRY (Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua) et la SODERIM (Société de Développement de la Riziculture) devant produire le riz local, la Société de Conserverie Alimentaire du Noun (SCAN) chargée de la mise en boîtes de concentré de tomate issue de la production locale (Ngague 2011, p13). Il y a visiblement un problème de développement des projets ruraux au Cameroun. La caféiculture a au moins été un grand succès avant de tomber en faillite. Les efforts de relance tendent par contre vers un échec. Quelle est donc la part de responsabilité des politiques publiques et des paysans dans cet échec? De cette question, il a été posé l'hypothèse que les projets de relance de la caféiculture sont inadaptés à la reconstruction de territoires dynamiques au regard des évolutions actuelles.

Ce travail se propose de mettre en lumière les facteurs explicatifs de l'échec des projets de relance de la caféiculture

MATÉRIEL ET MÉTHODES

-cadre spatial de l'étude

La Menoua est un des huit (08) départements de la région de l'Ouest-Cameroun. Il est situé entre 5°17' et 6°22' de latitude Nord, et 9°49' et 10°22' de longitude Est (figure 1). Il est constitué de six arrondissements : Dschang, Santchou, Fokoué, Penka-michel, Nkong-ni; et Fongo Tongo compte environ 25 paysanneries dont deux de plaine, une de bordure de plateau et 22 de plateau. Il est limité : au Nord par le Département des Bamoutos ; au Sud-ouest par le Département du Moundou ; au Sud-est par le Département du Hauts Nkam ; à Est par les Départements de la Mifi est des Hauts plateaux.



Source : atlas Cameroun 2020, INC, réalisée par Nzogning en mars 2022

Figure1 : localisation du Département de la Menoua

-Collecte et analyse des données

Les données collectées pour la réalisation de ce travail sont de deux types : les données secondaires et les données primaires. Les données secondaires résultent des recherches documentaires ou le recueil de la littérature existante des travaux d'autres chercheurs comme les ouvrages, les articles généraux, les données statistiques et les données provenant des archives du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (Minader). Les données primaires quant à elles proviennent des observations et des questionnaires d'enquêtes effectués sur le terrain. S'agissant des observations directes, elles sont faites dans les huit Départements de la Région afin d'évaluer la mise en œuvre des différents projets par les acteurs concernés. Deux cent soixante-quatorze (274) questionnaires ont été administrés auprès des caféiculteurs du café arabica. Ainsi les données collectées ont permis de faire :

-Un test de comparaison des moyennes sur échantillons appariés

Pour évaluer l'impact du programme d'encadrement sur la production caféière, nous avons utilisé un test sur échantillon apparié. Cette méthode a été choisie pour comparer les moyennes de production des mêmes producteurs de café avant et après la mise en œuvre du programme. Dans un premier temps, nous avons constitué un échantillon de producteurs qui ont participé au programme d'encadrement. Les données sur leur production caféière ont été collectées sur une période définie avant le début du programme, afin d'établir une ligne de base. Ces mesures initiales ont permis d'évaluer la productivité des producteurs dans des conditions normales, sans l'influence du soutien du programme.

Après l'achèvement des différents projets, nous avons recueilli les données de production pour la même cohorte de producteurs. Cette approche nous a permis de garantir que les comparaisons effectuées étaient basées sur les mêmes individus, réduisant ainsi les biais potentiels liés à des différences entre groupes.

L'analyse statistique a été effectuée à l'aide d'un test t pour échantillons appariés, permettant d'évaluer si les différences observées dans les moyennes de production avant et après le programme étaient significatives. Ce test a fourni des insights précieux sur l'effet direct du programme d'encadrement sur la productivité des producteurs.

Les résultats obtenus contribueront à mieux comprendre l'impact du programme sur les pratiques agricoles et à déterminer son efficacité dans l'amélioration de la production caféière au sein de notre communauté.

-Un test de comparaison des moyennes sur échantillons indépendants

Nous avons également adopté une approche basée sur un test sur échantillon indépendant. Cette méthode nous a permis de comparer les moyennes de production entre deux groupes distincts : le groupe traitement, constitué des producteurs de café ayant bénéficié du programme d'encadrement, et le groupe contrôle, composé de ceux n'ayant pas eu accès à ce soutien.

Pour ce faire, nous avons d'abord défini clairement les critères d'inclusion pour chaque groupe afin d'assurer une comparabilité adéquate. Les producteurs du groupe traitement ont été sélectionnés parmi ceux qui ont participé activement au programme, tandis que le groupe contrôle a été constitué de producteurs similaires en termes de caractéristiques socio-économiques et géographiques, mais qui n'ont pas reçu d'encadrement.

Nous avons ensuite collecté des données sur la production caféière pour chaque participant pendant une période déterminée (après l'intervention). Les mesures de production ont été standardisées pour garantir leur fiabilité et leur validité.

L'analyse statistique a été réalisée à l'aide d'un test t pour échantillons indépendants, permettant ainsi d'évaluer si les différences observées dans les moyennes de production entre les deux groupes étaient statistiquement significatives. Ce test nous a permis de déterminer si l'encadrement offert par le programme avait un impact tangible sur la productivité des producteurs.

Les résultats obtenus nous fourniront des insights précieux sur l'efficacité du programme d'encadrement et son rôle dans l'amélioration des pratiques agricoles au sein de la communauté caféière.

-Un test de régression logistique multinomial

Pour analyser l'impact des différentes activités du programme d'encadrement sur la production caféière, nous avons choisi d'utiliser une régression logistique. Cette méthode est particulièrement adaptée pour évaluer les relations entre des variables indépendantes et une variable dépendante catégorielle, ici, la production caféière atteignant un seuil défini.

Nous avons identifié plusieurs activités clés du programme, à savoir : la subvention en engrais, la subvention en plants, l'approvisionnement en produits phytosanitaires, ainsi que les formations et l'insertion des jeunes. Chaque activité a été considérée comme une variable indépendante dans notre modèle de régression :

Y= la production agricole

X₁= la subvention en plants

X₂= la subvention en engrais

X₃=la subvention en produits phytosanitaires

X₄ = l'âge du paysan

X₅= formation des caféiculteur

a = paramètre à estimer

ε = marge d'erreur

La régression logistique multinomiale permettra d'analyser comment plusieurs variables indépendantes (les formes de subvention) expliquent l'augmentation de la production caféière

Pour ce faire, nous avons collecté des données auprès des producteurs ayant bénéficié de ces différentes interventions. Nous avons établi des indicateurs mesurables pour chaque activité afin d'évaluer leur impact respectif sur la production caféière. Par exemple, nous avons mesuré la quantité d'engrais reçue, le nombre de plants fournis, et le type de formation suivie.

La variable dépendante a été définie comme la réussite ou non de la production caféière au-delà d'un certain seuil quantitatif. À partir des données recueillies, nous avons construit un modèle de régression logistique qui nous a permis d'estimer les coefficients associés à chaque activité. Ces coefficients renseignent sur la probabilité qu'une augmentation ou une amélioration dans chaque domaine ait un effet significatif sur la production caféière.

L'analyse a permis d'identifier quelles activités du programme ont eu le plus grand impact sur la productivité des producteurs. Les résultats obtenus fourniront des recommandations précieuses pour l'optimisation future du programme et pour orienter les décisions stratégiques en matière de soutien aux producteurs

-Des analyses descriptives et cartographie

La statistique descriptive peut jouer un rôle crucial pour fournir une vue d'ensemble des données collectées et pour identifier les tendances, les distributions et les caractéristiques des échantillons étudiés. Dans le cadre de cette étude, nous avons :

-Calculer les moyennes et les médianes des indicateurs de performance des projets (par exemple, production agricole, revenus des agriculteurs) avant et après la mise en œuvre des projets.

Calculer les écarts-types : Analyser l'écart-type pour comprendre la variabilité des performances parmi les différents projets ou régions.

-Statistiques de Fréquence : Analyser la répartition démographique des agriculteurs bénéficiaires (âge, sexe, niveau d'éducation) pour voir si certains groupes sont plus ou moins affectés par l'inefficacité.

-Proportions: Calculer les proportions de producteurs qui ont constaté une amélioration de leur situation économique grâce aux projets par rapport à ceux qui n'ont pas observé d'amélioration.

-Tableaux Croisés: Créer des tableaux croisés pour comparer les résultats entre différents types de projets (par exemple, subventions en engrais vs formations) et identifier lesquels semblent être plus efficaces.

- Graphiques: Utiliser divers graphiques (barres, lignes) pour représenter visuellement les résultats clés et faciliter la compréhension des données par le lecteur.

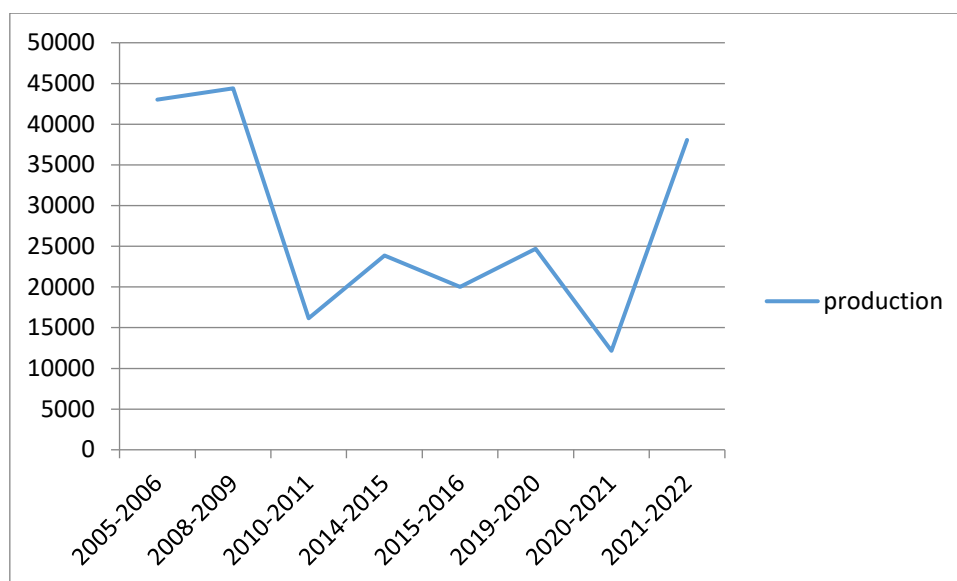
- Cartes : utiliser des cartes géographiques pour montrer la répartition géographique des projets et leur efficacité à travers le département

En résumé, la statistique descriptive permet non seulement de résumer et d'interpréter les données collectées mais aussi de fournir un cadre contextuel qui peut enrichir l'analyse qualitative sur l'inefficacité des projets de développement agricole au Cameroun. Cela sert également à préparer le terrain pour une analyse plus approfondie, comme l'analyse multivariée ou inférentielle.

RÉSULTATS

1-PROJETS DE RELANCE DE LA CAFÉICULTURE : UN BILAN ALARMANT ET LES RÉSULTATS DÉCEVANTS

L'analyse de la production caféière présente une tendance en dent de scie, relevant l'inefficacité des projets de relance mis en place pendant la période étudiée (Figure 2).



Source ; ONCC, année 2023

Figure 2 : évolution contrastée de la production caféière 2005 à 2022

D'après l'Office National du Cacao et du Café (ONCC), le Cameroun a enregistré une production totale de 38 047 tonnes au cours de la campagne 2021-2022. Cependant, l'objectif fixé pour 2025 est d'atteindre 150 000 tonnes, ce qui représente une augmentation impressionnante de 328 %. Il existe donc un écart significatif de 111 953 tonnes à combler pour atteindre cet objectif.

. Nous examinons méthodiquement l'impact de ces initiatives sur la production caféière, en nous appuyant sur des indicateurs clés.

1-1-Comparaison des moyennes de production avant et après les projets café

L'analyse des résultats a permis de comparer les niveaux de production avant et après la mise en œuvre des projets, afin de déterminer si les initiatives ont eu un impact significatif sur la production caféière (tableau I).

Tableau 1 : test échantillons appariés

	Différences appariées					ddl	Sig. (bilatérale)	
	Moyenne	Ecart-type	Erreur standard moyenne	Intervalle de confiance 95% de la différence				
				Inférieure	Supérieure			
production caféière avant projets - production caféière après projets	-,13700	1,53063	,14399	-,42230	,14830	-,951	112	,343

Le résultat du test de Student sur échantillon appariées donne un Sig égal à 0,343. Cela signifie que la probabilité d'obtenir une différence moyenne aussi extrême (ou plus) que celle observée, sous l'hypothèse nulle (qui stipule qu'il n'y a pas de différence significative entre les deux groupes), est de 34,3 %. Puisque la valeur est supérieure au seuil de signification, nous ne pouvons pas rejeter l'hypothèse nulle. Cela signifie qu'il n'y a pas suffisamment de preuves statistiques pour affirmer que le projet a eu un impact significatif sur la production caféière. En termes pratiques, cela suggère que les différences observées dans la production caféière avant et après l'application du projet ne sont pas statistiquement significatives. Ainsi, le projet n'a pas eu l'effet escompté sur la productivité des caféiculteurs. En résumé, le résultat du test indique qu'il n'y a pas d'impact significatif du projet sur la production caféière au niveau de confiance de 95 %.

1-2 Comparaison des moyennes de production entre les bénéficiaires et les non bénéficiaires des projets

Étant donné que le test sur série appariée n'a révélé aucun impact significatif du projet sur la production caféière, nous avons poursuivi notre analyse en comparant les moyennes de production entre un groupe de bénéficiaires du projet et un groupe de non-bénéficiaires (tableau2), afin de vérifier si les résultats obtenus étaient spécifiques à la population étudiée ou s'ils pouvaient être généralisés à l'ensemble des exploitants caféiers.

- **H₀** : postule qu'il n'ya pas de différence significative entre les moyennes des deux groupes. En d'autres termes, le projet n'a pas d'effet sur la variable d'intérêt (la production agricole).
- **H₁** : postule qu'il existe une différence entre les fréquences des deux groupes, différence qui ne serait pas due au hasard.

Les résultats du test se résument dans le tableau ci-dessous

Tableau 2 : test pour échantillons indépendantes

Test-t pour égalité des moyennes						
t	ddl	Sig. (bilatérale)	Différence moyenne	Différence écart-type	Confiance 95% de la différence	
					Inférieure	Supérieure
-,379	236	,705	-,0581	,1532	-,3599	,2438
-,385	205,135	,701	-,0581	,1509	-,3556	,2395

Le test de Student pour échantillons indépendants montre que la valeur du Sig (0,705) est supérieure au seuil de signification(0,05), nous ne pouvons pas rejeter l'hypothèse nulle. Cela signifie qu'il n'y a pas suffisamment de preuves statistiques pour conclure qu'il existe une différence significative dans la production caféière entre les deux groupes. En termes pratiques, cela suggère que le projet n'a pas eu d'impact mesurable sur la production caféière comparativement à ceux qui n'en ont pas bénéficié. Les données indiquent que la production des deux groupes est relativement similaire. En résumé, le résultat du test indique qu'il n'y a pas d'impact significatif du projet sur la production caféière entre les bénéficiaires et les non-bénéficiaires au niveau de confiance de 95 %. Cela pourrait inciter à examiner d'autres facteurs qui pourraient influencer la production ou à envisager des améliorations dans le projet pour en maximiser l'impact.

1-3 Analyse l'impact de chaque intervention sur la production: la régression logistique

Les deux précédents tests ont montré que les projets café pris globalement n'ont pas permis de booster la production caféière. Pour approfondir notre compréhension des résultats nous allons utiliser une régression logistique (tableau 3, 4 et 5) pour modéliser la probabilité d'augmentation de la production caféière en fonction des caractéristiques de chaque projet, en tenant compte des variables de contrôle pertinentes

Tableau 3 : Pseudo R-deux

Cox et Snell	,116
Nagelkerke	,163
McFadden	,100

Le coefficient de détermination (R^2) mesure la proportion de la variance de la variable dépendante (la production caféière) expliquée par les variables explicatives (les différentes interventions). Une valeur de R^2 (R-deux de Nagelkerke) de 0,163 signifie que 16,3% de la production caféière est liée aux différents projets, tandis que 83,7% dépendant d'autres facteurs que nous n'avons pas étudiés dans ce travail. Il s'agit visiblement des efforts individuels de chaque paysan. Ce résultat indique que la contribution du programme dans la production est insignifiante.

Tableau 4 : tests des ratios de vraisemblance

Effet	Critères d'ajustement du modèle	Tests des ratios de vraisemblance		
	-2 log-vraisemblance du modèle réduit	Khi-deux	degrés de liberté	Signif.
Constante	231,768 ^a	,000	0	.
Q3	237,461	5,693	2	,058
Q4	235,930	4,162	2	,125
Q5	239,705	7,937	2	,069
Q6	241,850	10,082	2	,056
Q7	233,312	1,543	2	,462

Ce test permet de déterminer si chaque variable explicative a un effet significatif sur la variable dépendante (production agricole). Un facteur est considéré comme significatif à 5 % si la valeur associée à son coefficient est inférieure à 0,05. Cela signifie moins de 5 % de chances d'observer un effet aussi important (ou plus) par hasard. Nous constatons dans le tableau qu'aucun facteur n'a un coefficient inférieur au seuil, ce qui signifie qu'aucune intervention n'a contribué à augmenter la production caféière. Ce résultat vient renforcer les conclusions des deux tests de Student précédents

2-LES FACTEURS EXPLICATIFS DE L'INEFFICACITÉ DES PROJETS DE RELANCE DE LA CAFÉICULTURE

Dans cette deuxième partie, nous allons explorer les divers facteurs qui ont contribué à l'inefficacité des initiatives mises en place pour revitaliser ce secteur crucial de l'économie camerounaise. Malgré les efforts déployés et les ressources investies, le programme n'a pas réussi à atteindre ses objectifs escomptés, entraînant ainsi des conséquences néfastes pour les producteurs de café et l'économie locale.

Cette analyse vise à fournir une compréhension approfondie des défis rencontrés par le programme, afin d'en tirer des leçons pour de futures initiatives dans le domaine de la caféiculture au Cameroun. En identifiant clairement ces causes d'échec, nous espérons contribuer à l'élaboration de stratégies plus efficaces et adaptées aux besoins des producteurs.

2-1-Pépinières et comportement déviants

Dans le programme de relance de la caféiculture, le PSCC s'occupe de la création des pépinières par la fourniture des semences de qualité aux pépiniéristes tandis que le rôle du PPDMVCC était d'acheter les plans produits dans ces pépinières et les mettre à la disposition des délégués d'agriculture pour être distribué aux paysans. Les services techniques de la délégation départementale du MINADER avaient pour mission de veiller à l'évolution des pépinières en effectuant plusieurs visites sur le terrain durant les différentes phases : confession du germe, repiquage des plants dans des pots, installation des pépinières, conduite des plants et traitements

phytosanitaires. Les plants produits dans ces pépinières étaient régulièrement achetés à un prix moyen de 200 FCFA l'unité

Dans le département de la Menoua, entre 2007 et 2015, le nombre de pépinières a connu une diminution régulière au fil des ans. Lors du lancement du projet PSCC en 2007, 40 pépinières étaient enregistrées auprès de la délégation départementale du MINADER. Cependant, ce chiffre a été révisé à la baisse en raison de la sélection effectuée par les services compétents. En 2015, seules six pépinières agréées étaient régulièrement recensées à la délégation. Cette situation met en évidence le caractère limité et peu significatif du projet.

Au cours du projet (2007-2015), un total de 1 364 785 plants a été distribué aux agriculteurs. Sur cette période de neuf ans, le nombre de plants a augmenté régulièrement, passant d'une croissance de 1,2 % en 2007 à 47,5 % en 2015. Toutefois, durant cette même période, le taux de bénéficiaires n'a atteint que 28 %. Par ailleurs, la moyenne annuelle d'augmentation pour chaque caféiculteur n'a été que d'environ 3 %. Ces chiffres apparaissent dérisoires au regard de la population rurale de la Menoua, estimée à près de 285764 personnes. Si on les compare aux mises en culture des années 1951-1952, où le nombre de pieds plantés est passé de moins d'un million à 1,3 million en seulement deux ans (Kueté, 2008), l'écart est frappant.

Une autre limite notable de cette opération réside dans l'absence de conditions préalables pour que les caféiculteurs puissent obtenir des plants. Il leur suffit simplement de s'inscrire auprès d'un pépiniériste dûment enregistré à délégation régionale pour bénéficier des plants. Dans ce contexte, il est difficile d'attester que ceux qui reçoivent les plants sont réellement des caféiculteurs et que ces plants seront effectivement mis en terre. Cette inquiétude est d'autant plus justifiée que nos enquêtes sur le terrain ont révélé divers comportements parmi les agriculteurs. Certains sollicitent des plants uniquement pour bénéficier des engrais qui les accompagnent et détournent ensuite ces ressources pour une culture vivrière. D'autres revendent tout simplement les plants reçus aux pépinières privées qui produisent pour leur propre compte ou encore à des caféiculteurs non informés de la gratuité des plants. Enfin, une troisième catégorie regroupe des pépiniéristes malintentionnés qui, désireux d'épuiser leurs productions, trouvent des complices pour prendre les plants dans leurs pépinières et les abandonner dans la nature.

2-2-Des contrastes dans la distribution et l'épandage des engrais

L'activité de distribution des engrais dans le département de la Menoua a touché les six arrondissements. Au total, 36 organisations de producteurs sur les 76 recensées ont reçu des engrais, ce qui représente un total de 679 caféiculteurs bénéficiaires. Ce chiffre est très faible, surtout quand on considère que 2 341 paysans ont eu accès à des plants distribués gratuitement via les pépinières. Le taux de distribution des engrais varie d'un arrondissement à l'autre : Dschang a reçu 31 % des engrais destinés à l'ensemble du département, tandis que Fokoué n'a obtenu que 1 % des sacs. Cette disparité est proportionnelle au nombre de plants distribués dans chaque arrondissement ainsi qu'à la population rurale présente. Concernant le rapport engrais/plants, la moyenne départementale est de 1,3 g d'engrais par plant, alors que le projet avait recommandé une moyenne de 300 g d'engrais lors de la sensibilisation. Cela entraîne un déficit de plus de 99,5 % par rapport à la norme fixée. Cette situation contraste avec les objectifs de la formation sur l'enrichissement, qui visaient à évaluer la qualité de cet engrais dit « type café ».

2-3-D'importantes disparités dans la mise en œuvre du financement pour la protection phytosanitaire

Dans le cadre du projet PALAF2C, un soutien en équipements et en matériel pour le traitement phytosanitaire a été offert aux organisations de producteurs dans les six arrondissements du département. La première phase de distribution, qui s'est déroulée sur trois ans (de 2008 à 2011), a permis de distribuer : 5 atomiseurs, 28 pulvérisateurs, 2 paires de bottes, 51 paires de gants, 9 combinaisons et 6 cache-nez à l'ensemble du département. En tout, ce sont 33 appareils pour le traitement phytosanitaire et 59 dispositifs de protection corporelle qui ont été remis à 2 341 caféiculteurs ayant reçu des plants. Le taux de distribution total s'élève à seulement 0,04 %. Ce chiffre très faible, ainsi que sa répartition inégale parmi les différentes organisations de producteurs, indique clairement que ce projet souffre d'un manque de financement. Cela pourrait même engendrer des tensions, voire des conflits au sein des organisations. L'objectif du projet semble disproportionné par rapport à son impact sur le terrain. Son soutien limité aux planteurs ne permet pas d'envisager un accompagnement efficace et appréciable. Au contraire, son manque de ressources et ses capacités restreintes risquent de décourager les producteurs qui ont placé leurs espoirs dans ce projet.

2-4-L'inefficacité et échec de certains projets

Dans le département, certains projets manquent de visibilité. Les initiatives "Nouvelle Génération" et PALAF n'ont réellement démarré qu'en 2012 et ont eu une durée d'existence très brève, avec des résultats jugés insatisfaisants, voire négligeables. En résumé, ces projets n'ont pas réussi à répondre aux attentes des bénéficiaires. Par ailleurs, le projet PAJA a été un véritable échec. Initialement conçu pour recruter un grand nombre de chômeurs urbains et des candidats à l'exode rural afin de les intégrer dans les pôles de développement agricole mis en place par l'État, ce projet prévoyait que les bénéficiaires suivent une formation et reçoivent des subventions pour établir leur propre exploitation agricole. Malheureusement, le site de Fongo Tongo (un des 6 arrondissement de la Menoua), qui avait été choisi pour les premières expériences, a été frappé par des conflits fonciers entre les populations locales.

2-4-Les subventions insignifiantes

Les subventions sont entravées par une lourdeur administrative permanente, caractérisée par des procédures longues et un accès difficile aux financements de l'État. Pour obtenir une subvention, il est nécessaire d'être producteur, de faire partie d'un groupe de producteurs (GIC ou associations) et de soumettre une demande d'appui au ministère de l'Agriculture. De plus, l'offre de subventions de l'État reste insuffisante face à la forte demande. Le circuit de distribution de ces subventions est également ni fluide ni transparent. En examinant le niveau des subventions destinées à relancer la culture du café, on constate qu'elles ne répondent pas aux attentes. Sur plus de 76 GIC recensés dans la Menoua, seuls 36 ont pu bénéficier d'engrais subventionnés. Concernant les aides pour la protection phytosanitaire, seulement 20 OP dans l'ensemble du département ont pu en profiter. Il est par ailleurs essentiel de mettre en lumière certaines dynamiques qui peuvent compromettre l'efficacité et la transparence des initiatives. Un problème récurrent est que les acteurs en amont en charge de la répartition du financement, sont parfois les mêmes individus qui se retrouvent en aval pour récupérer les fonds à travers des intermédiaires. Cette situation soulève des sérieuses préoccupations éthiques et opérationnelles.

2-5-Les défis de suivi et de l'agroforesterie dans les plantations de caféiers

Le suivi constitue une composante essentielle du projet, nécessitant une collaboration étroite entre les encadreurs et les planteurs. Cependant, plusieurs problèmes entravent cette dynamique : d'une part, l'absentéisme généralisé des chefs de poste agricoles empêche un suivi adéquat des planteurs locaux ; d'autre part, l'irrégularité des séminaires de formation, cruciaux pour renforcer les compétences des planteurs et favoriser la communication entre les acteurs, pose également un défi. Il se pose également un problème de cohérence entre les différents projets qui assurent la relance caféière. En effet, les planteurs reçoivent directement des appuis en plants par l'intermédiaire du chef de poste agricole auprès duquel ils se sont enregistrés. Par contre, lorsqu'il s'agit des appuis en engrais, même les chefs de poste ne sont pas informés encore moins intégrés dans le processus de distribution. Même l'appartenance à une union de GIC n'offre pas la garantie de bénéficier d'appuis. Paradoxalement, les agriculteurs n'appartenant pas à des GIC reçoivent délibérément des engrais pourtant il est prévu dans le projet que les planteurs doivent se regrouper en union de GIC pour bénéficier des appuis en intrants. Il s'agit d'un véritable jeu de favoritisme et de corruption généralisée.

De plus, l'objectif d'introduire des plantes d'ombrage, telles que le manguier, le safoutier, l'avocatier, l'oranger, le mandarinier et le citronnier dans les plantations de caféiers pour promouvoir l'agroforesterie, est difficile à atteindre en raison du coût élevé des plants, qui limite leur adoption par les planteurs aux ressources modestes. Ces obstacles compromettent la réalisation du paysage agroforestier envisagé et soulignent la nécessité d'ajuster les stratégies de mise en œuvre.

2-6-Des dysfonctionnements liés aux planteurs

Le projet rencontre des dysfonctionnements majeurs liés aux planteurs, qui se manifestent par deux problèmes principaux. D'une part, une attitude de dépendance est observée chez de nombreux planteurs, qui adoptent une approche passive en s'attendant à ce que l'État prenne en charge l'ensemble des moyens d'entretien après la distribution des plants. Ils ne s'investissent réellement dans le travail agricole qu'une fois que les produits et matériels subventionnés sont disponibles, ce qui retarde le développement des cultures. D'autre part, une mentalité rétrograde amène certains planteurs à commander un nombre excessif de plants, ne procédant à la plantation que d'une partie d'entre eux et laissant ainsi périr le reste, ce qui entraîne un gaspillage de ressources. En outre, la distribution non ciblée des engrais subventionnés pose un problème supplémentaire : bien que ces engrais soient distribués aux agriculteurs par l'intermédiaire de leurs GIC ou coopératives, tous les membres de ces organisations ne sont pas nécessairement des caféiculteurs. Cela conduit à une utilisation inappropriée des engrais destinés au café pour cultiver des vivriers, compromettant ainsi la qualité des récoltes et l'efficacité du projet. Ces comportements nuisent à l'atteinte des objectifs agricoles visés et soulignent l'urgence d'une réorientation stratégique pour encourager une culture plus responsable et durable.

2-8- Réticence de la jeunesse

Le programme de relance de la caféiculture met un accent particulier sur la jeunesse. Le projet « New generation » mis sur pied à cet effet vise l'encouragement de la jeunesse à la culture du café. Cet encouragement se manifeste par l'organisation des séminaires de sensibilisation et de formation, l'installation des jeunes dans les bassins de productions

aménagés, et le financement de leurs activités. Malgré cette priorité accordée à la jeunesse, la figure 3 montre qu'ils sont peu intéressés.

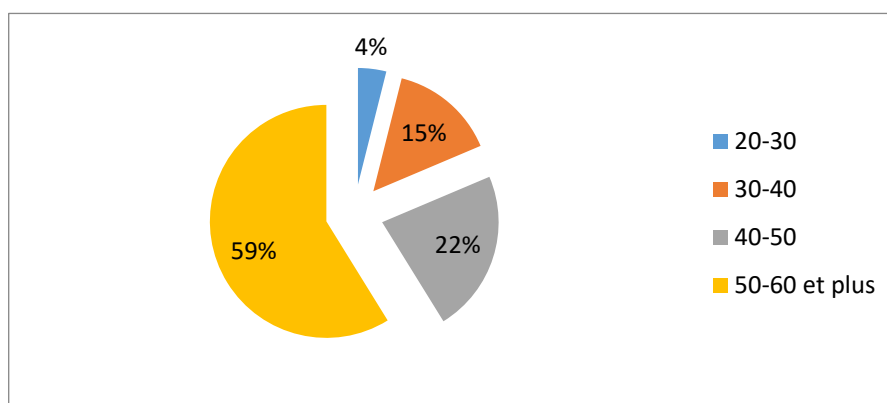


Figure 3: Proportion des jeunes dans les projets de relance de la caféiculture

La faible représentativité des jeunes de moins de 30 ans (4%) s'explique non seulement par le manque d'engouement, mais aussi par l'absence d'un patrimoine foncier conséquent. En effet, seuls les jeunes déçus par la ville retournent au village et s'adonnent à la caféiculture lorsque les terres sont encore disponibles. Les jeunes héritiers en particulier doivent veiller au patrimoine foncier en développant les cultures pérennes comme le café. Comme 59% de caféiculteurs ont plus de 50 ans, il est moins sûr qu'ils seront remplacés par leurs enfants.

3-PERSPECTIVES POUR UN RETOUR DURABLE À LA CAFÉICULTURE DANS LES HTO

L'analyse des résultats des divers projets de relance de la caféiculture et leur impact sur les bénéficiaires révèle un sentiment d'insatisfaction. Les principales raisons qui méritent d'être soulignées sont au nombre de cinq : (1) un encadrement insuffisant ; (2) des subventions mal organisées ; (3) une éthique douteuse chez les facilitateurs et les planteurs ; (4) le découragement ; et (5) l'essor concret des cultures vivrières commerciales. Chacun de ces problèmes représente un défi à surmonter pour revitaliser efficacement la caféiculture dans la Menoua.

3-1-Relever le défi de l'encadrement.

Il a été démontré que les paysans sont réticents à la pratique de la caféiculture. Pour rentabiliser ces projets, il est crucial d'intensifier la sensibilisation des planteurs lors des séances de formation, d'augmenter le nombre de ces ateliers d'apprentissage, et de motiver les participants par des récompenses symboliques, telles que des certificats de formation.

Il a été constaté que les chefs de postes agricoles sont souvent exclus du processus d'encadrement par les facilitateurs, tout en faisant preuve d'insouciance. Il est essentiel de les intégrer dans toutes les étapes décisionnelles, car leur contact direct et constant avec les agriculteurs leur permet de mieux comprendre leurs besoins. L'application de sanctions administratives pour lutter contre l'absentéisme pourrait également contribuer à résoudre ce problème.

Une incohérence notoire existe entre les différents projets. Par exemple, les donateurs d'engrais et pesticides distribuent leurs ressources sans vérifier si les plantations ont été effectuées ou sans disposer d'une liste actualisée des planteurs actifs. Cela entraîne une situation où des non-caféiculteurs reçoivent des intrants qu'ils utilisent à d'autres fins. Il est donc urgent d'établir un calendrier d'intervention pour tous les projets, qui devra être respecté par chacun. De plus, une collaboration étroite entre les facilitateurs de différents projets est nécessaire pour garantir qu'ils s'adressent à la même cible. C'est ici que le chef de poste agricole doit jouer son rôle clé en tant qu'intermédiaire entre le sommet et la base.

3-2-Les défis des subventions mal conçues

Ce défi réside dans la lenteur des procédures d'octroi des financements et le manque de soutien, notamment en termes d'engrais, de matériel agricole et de produits phytosanitaires. L'État doit assumer ses responsabilités. La première action serait de rendre opérationnelle la banque agricole nationale, dont l'ouverture est constamment reportée à des dates incertaines. Ensuite, il serait essentiel d'y intégrer les subventions pour le café à des taux d'intérêt attractifs. L'accès à ces subventions serait limité aux propriétaires fonciers et à une carte spéciale de caféiculteur, délivrée et régulièrement vérifiée par les responsables locaux. Les agences locales de cette banque agricole pourraient alors facilement servir les agriculteurs concernés.

La restructuration des coopératives pourrait également résoudre les problèmes liés aux engrais et aux pesticides, en les transformant en grands centres de distribution d'intrants. Ceux-ci pourraient être fournis aux caféiculteurs en temps voulu et en quantités suffisantes. Les modalités de prêt et de remboursement seraient simplifiées, idéalement basées sur un remboursement en nature, avec une quantité prédéfinie au moment de l'octroi et une date limite clairement établie.

3-3-Faire face à la mauvaise moralité des facilitateurs et des planteurs

Ce défi concerne le détournement d'intrants par les facilitateurs de projets, le comportement opportuniste des faux agriculteurs et la rétention volontaire d'informations par ces mêmes facilitateurs. Au-delà de la nécessité de revoir le cadre réglementaire des projets, il est crucial d'établir une structure de contrôle tripartite regroupant les pouvoirs publics, la société civile et la population pour réguler les conflits pouvant compromettre l'atteinte des objectifs fixés. Cette structure devrait avoir le pouvoir d'imposer des sanctions directes aux agents malhonnêtes. Certains bénéficiaires d'engrais et d'équipements phytosanitaires ont détourné ces ressources vers des cultures maraîchères ou vivrières commerciales. Pour remédier à cette situation, un renforcement systématique du contrôle sur l'utilisation effective et rationnelle des intrants à tous les niveaux de la chaîne de production est nécessaire.

3-4-Faire face au découragement des producteurs de café.

Ce défi se manifeste par des abandons fréquents dans le secteur, une faible implication des jeunes et un désengagement des producteurs par l'État en cours de route. Le rajeunissement des cultivateurs n'a pas donné les résultats escomptés, et le projet « nouvelle génération » semble davantage séduire les adultes. Il est donc essentiel d'éliminer cette discrimination et d'inclure tous les volontaires, quel que soit leur âge. Par ailleurs, pour améliorer la productivité, il est crucial de créer de nouvelles plantations. Étant donné la raréfaction des terres, il serait judicieux de mettre en place des mesures incitatives pour agrandir les surfaces cultivables. Encourager la jeunesse est également nécessaire, comme l'indique Michel Biwole, responsable du projet au

CICC : « Les jeunes intéressés par la caféiculture peuvent bénéficier d'un soutien dès leurs débuts, avec des facilités pour acquérir des pépinières bien choisies. Une fois que la pépinière est prête et qu'ils plantent leurs premiers plants, ils seront accompagnés pendant trois ans. Cet accompagnement comprend un suivi technique personnalisé. Pendant cette période, ils auront un moniteur qualifié formé par l'Interprofession, et à l'issue de ce processus, ils pourront obtenir un projet de certification. »

3-5-Soutenir les producteurs jusqu'à la commercialisation de leurs produits.

Comme mentionné précédemment, le projet de production et distribution de plants a été le seul à apporter une réelle satisfaction aux agriculteurs. Cependant, les promoteurs n'ont pas poursuivi leurs efforts, laissant les planteurs avec les plants sans suivi adéquat. Il est impératif de renforcer les mesures d'accompagnement pour les agriculteurs. L'État, à travers ses services déconcentrés, doit suivre ces producteurs depuis le retrait des plants jusqu'à leur production et commercialisation. Ce soutien est d'autant plus crucial que la qualité du café dépend de la pépinière et des soins apportés aux plantes. Cette approche s'aligne avec les travaux de Lamah D (2013), qui s'inspire du modèle ivoirien dans une étude sur l'intégration de la caféiculture dans les structures de production en Guinée. Il souligne qu'en Côte d'Ivoire, les agriculteurs sont protégés contre les fluctuations du marché international liées à la baisse des prix agricoles grâce à une caisse de stabilisation mise en place par le gouvernement. Ainsi, même si l'État peut subir des pertes ou réaliser des gains, le producteur bénéficie toujours d'une certaine régularité et constance dans ses revenus agricoles. Cela constitue également une politique incitative qui encourage les agriculteurs à améliorer la qualité de leurs produits.

DISCUSSION

Les résultats de cette étude montrent que le programme de relance de la caféiculture mis en avant par le gouvernement camerounais pour la période 2005-2015 est inadapté pour favoriser la reconstruction de territoires dynamiques, en phase avec les évolutions contemporaines. Il apparaît également anachronique par rapport au contexte socio-spatial, culturel et économique actuel des HTO. Son champ d'intervention est marqué par la présence de divers acteurs dont les rôles ne sont pas clairement définis, entraînant ainsi un chevauchement des responsabilités et une inefficacité dans l'exécution. En fin de compte, ce programme n'a eu aucun impact significatif sur la reconstruction des territoires des HTO. Ces résultats sont proches de ceux obtenus par Bikoï (1984) qui montrait en son temps que la réussite d'un projet agroalimentaire tient pour une grande part à la qualité de sa conception. Pour lui, un projet mal conçu est pratiquement voué à l'échec malgré le dévouement et la rigueur, combien louables de ses gestionnaires. Ngapgue (2011) pour sa part soutenait en ce qui concerne l'introduction et la diffusion de l'innovation en milieu rural, que la non prise en compte de l'environnement socioéconomique et les mentalités est un danger. Kuété (2012) parlant de la relance de la caféiculture relevait qu'il n'était pas nécessaire de mettre sur pied des projets de relance de la caféiculture qui ne prennent pas en compte la spécificité de chaque plante (robusta et arabica) encore moins le problème du blocage foncier. Et enfin, Kammeugne (2013) montrait que malgré les multiples projets initiés pour relancer la production du café, le paysage agraire reste entièrement dominé par les vivriers et les maraichers. Cet article relève de manière générale le caractère inadapté des projets de développement conçus «*d'en haut*» sans une réelle prise en compte des réalités du terrain. Il met en exergue le danger qu'il peut y avoir à ne pas prendre en compte l'environnement socioéconomique et les mentalités dans les initiatives de développement en milieu rural et propose la solution la plus appropriée qui s'impose pour résoudre le problème de la caféiculture qui est celle du virement vers la création des fermes caféicoles.

Ainsi, à travers cette contribution, le gouvernement, les partenaires au développement, les associations, les paysans retrouvent la méthode idéale de lutte contre le sous-développement en milieu rural. Toutefois, la rédaction de cet article s'est heurtée à des difficultés majeures telles que les données manquantes sur le budget alloué à ce projet, sur les statistiques exactes des intrants distribués et enfin sur la réticence de certains cadres du projet à nous fournir les informations. Par ailleurs, justifier l'échec d'un projet national au seul département de la Menoua n'est pas toujours convaincant d'où la nécessité d'étendre la recherche.

CONCLUSION

En examinant le programme de relance de la caféiculture post-crise, il apparaît clairement que l'hypothèse initiale selon laquelle ces projets sont inadaptés à la reconstruction des territoires dynamiques se confirme. Les résultats montrent une régression significative de la production de café, des superficies caféières et de la main-d'œuvre, malgré la mise en place d'un mécanisme de financement par les pouvoirs publics camerounais. Ce financement, bien qu'existant à travers divers projets supervisés, souffre d'une mauvaise orientation et d'un suivi insuffisant. L'inefficacité et l'incompétence des acteurs impliqués, ainsi que le manque de fiabilité dans l'accompagnement des agriculteurs, sont des freins majeurs à l'atteinte des objectifs fixés. De plus, les mentalités ancrées chez les paysans et la mauvaise publicité autour du café aggravent la situation. Pour remédier à ces défis, nous recommandons la création d'une structure

spécialisée chargée du suivi et de l'évaluation du projet avec un cahier des charges rigoureux et des obligations de résultats claires. Des sanctions strictes devraient également être mises en place pour garantir la responsabilité des acteurs impliqués. Cela pourrait permettre une relance plus efficace et durable.

REFERENCES

- BikoïA, 1984. « Projets et filières agro-alimentaires », *Actes du Séminaire sur les Organismes d'Intervention en milieu rural dans le processus de développement*, Centre Universitaire de Dschang, 15-21 juillet Volume 2, pp 71-78.
- DonfackO.,2011.*CoopérativeagricoledesplanteursdelaMenoua (CAPLAME)dansun contextedecrise :mutations,opportunités etcontrainte*, mémoire de master de géographie, Université de Dschang, 124p.
- DonfackO. et Kuété M. 2016. Mécanisme de financement et enjeux de la relance de la caféiculture au Cameroun, étude à partir du Département de la Menoua. In : Tchékoté (H.), Moulende T., Tallet B., Guillermou Y., et Yemmafouo A., *Savoirs et politiques de financement rural en Afrique sub-saharienne : Des questionnements à quelques perspectives pour les entrepreneurs ruraux africains*. Edition CLE, Yaoundé, pp 85-96.
- DonfackO.2018.*Projets derelance de la caféiculture au Cameroun : jeux d'acteurs et perspectives dans les départements de la Menoua et des Bamoutos (Hautes Terres de l'Ouest)* Thèse pour obtenir le grade de Docteur à l'Université de Dschang. 317p.
- FongangFouepeG. 2008. *Lesmutations du secteuragricole bamiléké(Cameroun) étudiées à traverssesacteurs:Uneanalyse à partirdeslocalités deFokouéetdeGalim*, Paris, Thèsede doctorat en sociologie, AgroParis Tech., 416p.
- Kammeugne S. 2013. *Mutations post-relance caféière des systèmes agroforestiers à base de caféiers : une analyse comparative à partir des logiques paysannes des localités de Penka-Michel et de Fokoué(Menoua, région de l'Ouest, Cameroun)*, mémoire de Master de foresterie, université de Dschang, 126p.
- KueteM., 2012. *Café acteurs de la caféiculture des Hautes Terres de l'Ouest Cameroun*. Edition Harmattan Cameroun, 327p.
- NgagueJN.,Tsalefac.,2011.« Difficile fonctionnement des projets de développementagricoledanslespaysduSud:lecasde laSociétéde Conserveries Alimentaires du Noun à Foubot(Ouest duCameroun) », *Syllabus Review 2 (3)humain and social science série*, 2011 : 274–293
- Tchekote H. 2004. *Contribution des établissements de microfinance à la lutte contre la pauvreté et au développement en milieu rural ; le cas de l'arrondissement de Penka-Michel Ouest-Cameroun*, mémoire de maîtrise de géographie, Université de Dschang, 130p.

INSTRUCTIONS AUX AUTEURS

1- Contexte, Justification et Objectifs du journal

Le développement des territoires ruraux est une préoccupation prise en compte par de nombreux organismes internationaux que nationaux à travers les projets et programmes de développement. En Afrique, le défi du développement est indissociable du devenir des espaces ruraux. Les territoires ruraux sont caractérisés par d'importantes activités rurales qui influencent sur la dynamique du monde rural et la restructuration des espaces ruraux.

En effet, de profondes mutations s'observent de plus en plus au sein du monde rural à travers les activités agricoles et extra agricoles. Des innovations s'insèrent dans les habitudes traditionnelles des ruraux. Cela affecte sans doute le système de production des biens et services et les relations entre les villes et campagnes.

Ainsi, dans ce contexte de mutation sociétale, de nouvelles formes d'organisation spatiale s'opèrent. Ces nouvelles formes dénotent en partie par les différents modes de faire-valoir. Aussi, plusieurs composantes environnementales sont-elles impactées et nécessitent donc une attention particulière qui interpelle aussi bien les dirigeants politiques, les organismes non étatiques et les populations locales pour une gestion durable des espaces ruraux.

Par ailleurs, le contexte de la décentralisation, le développement à la base implique toutes les couches sociales afin d'amorcer réellement le développement. Ainsi, la femme rurale, à travers le rôle qu'elle joue dans le système de production de biens et services, mérite une attention particulière sur le plan formation, information et place dans la société en pleine mutation.

Enfin, en analysant le contexte socioculturel et l'évolution de la croissance démographique que connaissent les campagnes, les questions d'assainissement en milieu rural doivent de plus en plus faire l'objet des préoccupations majeures à tous les niveaux de prises de décision afin de garantir à tous un cadre de vie sain et réduire l'extrême pauvreté en milieu rural.

Le premier numéro du Journal de Géographie Rurale Appliquée et Développement (*J_GRAD*) du Laboratoire de Géographie Rurale et d'Expertise Agricole (LaGREA) s'inscrit dans la logique de parcourir de façon profonde tous les aspects liés au monde rural. A ce titre, les axes thématiques prioritaires ci-après seront explorés.

Axe 1 : Dynamique des espaces ruraux et Aménagement de l'espace rural

- ✓ Mutations spatiales et dynamique des espaces ruraux ;
- ✓ Gestion du foncier rural et environnementale ;
- ✓ Climat, aménagements hydroagricoles ;
- ✓ SIG et gestion des territoires ruraux ;
- ✓ Gouvernance et planification des espaces ruraux.

Axe 2 : Economie rurale

- ✓ Activités agricoles et sécurité alimentaire ;
- ✓ Ecotourisme ;
- ✓ Artisanat rural ;
- ✓ Territoires, mobilité et cultures.

Axe 3 : Genre et développement rural

- ✓ Femmes et activités rurales ;
- ✓ Développement local ;
- ✓ Echanges transfrontaliers dans les espaces ruraux ;

- ✓ Hygiène et assainissement en milieu rural.

2. Instructions aux auteurs

2.1. Politique éditoriale

Le Journal de Géographie Rurale Appliquée et Développement (*J_GRAD*) publie des contributions originales en français ou en anglais dans tous les domaines de la science sociale.

Les contributions publiées par le journal représentent l'opinion des auteurs et non celle du comité de rédaction. Tous les auteurs sont considérés comme responsables de la totalité du contenu de leurs contributions.

Le Journal de Géographie Rurale Appliquée et Développement (*J_GRAD*) est semestrielle. Il apparaît deux fois par an, tous les six mois (juin et décembre).

2.2. Soumission et forme des manuscrits

Le manuscrit à soumettre au journal doit être original et n'ayant jamais été fait objet de publication au paravent. Le manuscrit doit comporter les adresses postales et électroniques et le numéro de téléphone de l'auteur à qui doivent être adressées les correspondances. Ce manuscrit soumis au journal doit impérativement respecter les exigences du journal.

La période de soumission des manuscrits est de : 10 février au 10 mars 2024.

Retour d'évaluation : 20 octobre 2024.

Date de publication : 15 décembre 2024.

Les manuscrits sont envoyés sur le mail du journal de Géographie Rurale Appliquée et Développement (*J_GRAD*) à l'adresse: journalgrad35@gmail.com avec copie à Monsieur Moussa GIBIGAYE <moussa_gibigaye@yahoo.fr>.

2.2.1. Langue de publication

J_GRAD publie des articles en français ou en anglais. Toutefois, le titre, le résumé et les mots clés doivent être donnés dans deux langues (anglais et français).

2.2.2. Page de titre

La première page doit comporter le titre de l'article, les noms des auteurs, leur institution d'affiliation et leur adresse complète. Elle devra comporter également un titre courant ne dépassant pas une soixantaine de caractères ainsi que l'adresse postale de l'auteur, à qui les correspondances doivent être adressées.

- Le titre de l'article est en corps 14, majuscule et centré avec un espace de 12 pts après le titre (format > paragraphe > espace après : 12 pts).
- Les noms et prénoms des auteurs doivent apparaître en corps 12, majuscule et centré et en italique.
- Les coordonnées des auteurs (appartenance, adresse professionnelle et électronique) sont en corps 10 italique et alignés à gauche.

2.2.3. Résumé

Le résumé comporte de 250 à 300 mots et est présenté en Français et en Anglais. Il ne contient ni référence, ni tableau, ni figure et doit être lisible. Il doit obligatoirement être structuré en cinq parties ayant respectivement pour titres : « Description du sujet », « Objectifs », « Méthode », « Résultats » et « Conclusions ». Le résumé est accompagné d'au plus 05 mots-clés. Le résumé et les mots-clés sont composés en corps 9, en italique, en minuscule et justifiés.

2.2.4. Introduction

L'introduction doit fournir suffisamment d'informations de base, situant le contexte dans lequel l'étude a été réalisée. Elle doit permettre au lecteur de juger de l'étude et d'évaluer les résultats acquis.

2.2.5. Corps du sujet

Le corps du texte est structuré suivant le modèle IMReD. Chacune des parties joue un rôle précis. Elles représentent les étapes de la présentation.

2.2.5.1 Introduction

L'introduction doit indiquer le sujet et se référer à la littérature publiée. Elle doit présenter une question de recherche.

L'objectif de cette partie est de mettre en avant l'intérêt du travail qui est décrit dans l'article et de justifier le choix de la question de recherche et de la démarche scientifique.

2.2.5.2 Matériel et méthodes

Cette partie doit comprendre deux volets : présentation succincte du cadre de recherche et l'approche méthodologique adoptée.

2.2.5.3 Résultats

Les résultats sont présentés sous forme de figures, de tableaux et/ou de descriptions. Il n'y a pas d'interprétation des résultats dans cette partie. Il faut particulièrement veiller à ce qu'il n'y ait pas de redondance inutile entre le texte et les illustrations (tableaux ou figures) ou entre les illustrations elles-mêmes.

2.2.5.4 Discussion

La discussion met en rapport les résultats obtenus à ceux d'autres travaux de recherche. Dans cette partie, on peut rappeler l'originalité et l'intérêt de la recherche. A cet effet, il faut mettre en avant les conséquences pratiques qu'implique cette recherche. Il ne faut pas reprendre des éléments qui auraient leur place dans l'introduction.

2.2.6 Conclusion

Cette partie résume les principaux résultats et précise les questions qui attendent encore des réponses.

Les différentes parties du corps du sujet doivent apparaître dans un ordre logique.

L'ensemble du texte est en corps 12, minuscule, interligne simple, sans césure dans le texte, avec un alinéa de première ligne de 5 mm et justifié (Format > paragraphe > retrait > 1ère ligne > positif > 0,5 cm). Un espace de 6 pts est défini après chaque paragraphe (format > paragraphe > espace après : 6 pts). Les marges (haut, bas, gauche et droite) sont de 2,5 cm.

- Les titres (des parties) sont alignés à gauche, sans alinéa et en numérotation décimale
- La hiérarchie et le format des titres seront les suivants :

Titre de premier ordre : (1) MAJUSCULE GRAS justifié à gauche

Titre de 2ème ordre : (1-1) Minuscule gras justifié à gauche

Titre de 3ème ordre : (1-1-1) Minuscule gras italique justifié à gauche

Titre de 4ème ordre : (1-1-1-1) Minuscule maigre ou puces.

2.2.7. Rédaction du texte

La rédaction doit être faite dans un style simple et concis, avec des phrases courtes, en évitant les répétitions.

2.2.8. Remerciements

Les remerciements au personnel d'assistance ou à des supports financiers devront être adressés en terme concis.

2.2.9. Références

Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en romain, en diminuant la taille de police d'un point. Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, des façons suivantes :

- (Initiale(s) du Prénom ou des Prénoms de l'Auteur, année de publication, pages citées);

Exemples :

1-Selon C. Mathieu (1987, p. 139) aucune amélioration agricole ne peut être réalisée sans le plein accord des communautés locales et sans une base scientifique bien éprouvée ;

2-L'autre importance des activités non agricoles, c'est qu'elles permettent de sortir les paysans du cycle de dépendance dans laquelle enferment les aléas de la pluviométrie (M. Gueye, 2010, p. 21) ;

3-K. F. Yao *et al.*, (2018, p.127), estime que le conflit foncier intervient également dans les cas d'imprécision ou de violation des limites de la parcelle à mettre en valeur. Cette violation des limites de parcelles concédées engendre des empiètements et des installations d'autres migrants parfois à l'issue du donateur.

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit :

- Nom et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Éditeur, les pages (pp.) des articles pour une revue.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Éditeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2ndeéd.). Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur.

2.2.10. Références bibliographiques

Article dans revue

GIBIGAYE Moussa, HOUINSOU Auguste, SABI YO BONI Azizou, HOUNSOUNOU Julio, ISSIFOU Abdoulaye et DOSSOU GUEDEGBE Odile, 2017, Lotissement et mutations de l'espace dans la commune de Kouandé. *Revue Scientifiques Les Cahiers du CBRST*, **12**, 237-253

Ouvrages, rapport

IGUE Oguniola John, 2019, *les activités du secteur informel au Bénin : des rentes d'opportunité à la compétitivité nationale*, Paris, France, Karthala, 252 p.

Articles en ligne

BOUQUET Christian et KASSI-DJODJO Irène, 2014, « Déguerpir » pour reconquérir l'espace public à Abidjan. In : *L'Espace Politique*, mis en ligne 17 mars 2014, consultée le 04 août 2017. URL : <http://espacepolitique.revues.org/2963>

Chapitre d'ouvrage

OFOUEME-BERTON Yolande, 1993, Identification des comportements alimentaires des ménages congolais de Brazzaville : stratégies autour des plats, in Muchnik, José. (coord.). *Alimentation, techniques et innovations dans les régions tropicales*, 1993, Paris, L'harmattan, 167-174.

Thèse ou mémoire :

FANGNON Bernard, 2012, *Qualité des sols, systèmes de production agricole et impacts environnementaux et socioéconomiques dans le Département du Couffo au sud-ouest du Bénin*. Thèse de Doctorat en Géographie, EDP/FLASH/UAC, p.308

2.3. Frais d'inscription

Les frais de soumission sont fixés à 50.000 FCFA (cinquante mille Francs CFA).

Conformément à la recommandation du comité scientifique du Journal de Géographie Rurale Appliquée et Développement (*J_GRAD*), les soumissionnaires sont priés de bien vouloir s'acquitter de leur frais de publication dès la première soumission sur la plateforme de gestion des publications du Journal. Les articles ne seront envoyés aux évaluateurs qu'après paiement par les auteurs des frais d'instruction et de publication qui s'élèvent à cinquante mille francs (50.000 F CFA) par envoi RIA, MONEYGRAM ou par mobile money (**Préciser les noms et prénoms**) à **Monsieur SABI YO BONI Azizou** au numéro +229 97 53 40 77 (WhatsApp). Le reçu doit être scanné et envoyé à l'adresse suivante <journalgrad35@gmail.com> avec copie à **Monsieur Moussa GIBIGAYE** <moussa_gibigaye@yahoo.fr>.

2.4. Contacts

Pour tous autres renseignements, contacter l'une des personnes ci-après,

- Monsieur Moussa GIBIGAYE +229 95 32 19 53
- Monsieur FANGNON Bernard +229 97 09 93 59
- Monsieur SABI YO BONI Azizou +229 97 53 40 77